

Délibération N° 05/CA/2026

**Accord-cadre de maîtrise d'œuvre – projet de réutilisation de
l'ancienne chaufferie de La Doua**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 711-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2024-17 du 9 janvier 2024 portant approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements « ComUE Lyon Saint-Étienne » ;

Vu la délibération n° 35/CA/2025 datée du 14 octobre 2025, portant approbation par le conseil d'administration de la modification des statuts de la ComUE Lyon Saint-Étienne ;

Vu la délibération n° 36/CA/2025 datée du 14 octobre 2025, portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur modifié de la ComUE Lyon Saint-Étienne ;

Vu le projet de dossier de consultation des entreprises ;

Vu la séance du conseil d'administration du 10 mars 2026,

Membres en exercice : 42
Quorum : 21
Membres présents et représentés : 34
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 34
Voix contre : 0
Abstention : 0

Objet :

L'accord-cadre mono-attributaire porte sur des missions de maîtrise d'œuvre relatives à la réalisation du projet de réutilisation de l'ancienne chaufferie du campus Lyon Tech_la Doua, à Villeurbanne.

Forme :

L'accord-cadre sera exécuté au moyen de marchés subséquents. Ces derniers préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution administratives et techniques des prestations demandées qui n'auront pas été fixées dans les pièces de l'accord-cadre. Ils seront attribués dans les conditions et modalités définies à l'Article I.5 du CCAP de l'accord-cadre commun à tous les marchés subséquents.

Cet accord-cadre est passé sans minimum en quantité ou en valeur, avec un maximum en valeur de 3 000 000 € HT sur toute sa durée, reconductions comprises, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du code de la commande publique.

Lors de la passation de chaque marché subséquent, le titulaire sera tenu de respecter les prix plafonds sur lesquels il se sera engagé lors de l'attribution de l'accord-cadre.

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution. Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois jusqu'à 7 fois. Par conséquent, sa durée maximale ne pourra excéder 8 ans.

Cette durée exceptionnelle est justifiée par l'objet de l'accord-cadre : une action s'apparentant à une opération de réhabilitation et restructuration complexe du fait de la réutilisation d'un ancien bâtiment industriel. Ce projet nécessite ainsi la continuité de la mission de maîtrise d'œuvre assurant ainsi une cohérence globale architecturale, une maîtrise budgétaire de bout en bout et une maîtrise du planning.

Il est décidé :

Article 1 : Après avoir délibéré, les membres du conseil d'administration de la ComUE Lyon Saint-Étienne autorisent, à l'unanimité, la Présidente de la ComUE à approuver l'accord-cadre et l'ensemble de ses marchés subséquents, détaillés par la présente délibération.

Article 2 : La Directrice générale des services de la ComUE est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Lyon,

Mme Nathalie DOMPNIER
Présidente de la ComUE
Lyon Saint-Étienne

